

SYQUANT Capital

Helium Funds



POLITIQUE DE VOTE ET D'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

Avril 2023



POLITIQUE DE VOTE ET D'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

SYQUANT Capital

Table des matières

Introduction	2
Cadre réglementaire	2
Exercice des droits de vote	2
Nos ressources pour exercer les droits de vote	2
Principes et mise en œuvre de la politique de vote	2
Engagement actionnarial	3
Engagement individuel	4
Engagement collectif	4
Gestion des conflits d'intérêts	5
Reporting	5
Annexe I - Principes de vote par procuration	6

Introduction

L'objectif du présent document est de détailler les engagements de SYQUANT Capital en matière de vote et d'engagement actionnarial. Cette politique remplace la précédente politique de vote et tient compte des évolutions réglementaires et du fait que SYQUANT Capital est signataire de la Charte des Nations Unies sur les PRI depuis janvier 2021.

Elle définit les principes, la philosophie et la mise en œuvre des politiques de vote et d'engagement actionnarial de SYQUANT Capital. Elle s'applique à tous les fonds UCITS gérés par SYQUANT Capital et a été validée à la fois par son Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI) et son Comité de Gouvernance.

Cadre réglementaire

Cette politique est conforme à la Directive européenne 2017/828 du 11 mai 2017 et à la réglementation française, notamment les articles L522-22 et R533-16 du Code Monétaire et Financier et l'article 29 de la loi LEC¹.

Cette réglementation impose aux sociétés de gestion d'actifs de mettre en place un engagement efficace et à long terme, y compris lors de l'exercice de droits de votes attachés à des actions, et un reporting transparent aussi bien sur l'exercice de ces droits que sur leurs pratiques d'engagement actionnarial.

Exercice des droits de vote

Nos ressources pour exercer les droits de vote

Depuis 2018, SYQUANT Capital a recours aux services d'un prestataire externe, *ISS Governance*, afin de faciliter l'exercice de ses droits de vote. *ISS Governance*, un leader mondial en matière de vote par procuration et de conseil en vote, fournit à SYQUANT Capital des informations sur les assemblées à venir, de la recherche sur chaque assemblée et résolution, des recommandations de vote, ainsi qu'une plateforme électronique sécurisée sur laquelle l'entreprise peut facilement exprimer ses votes.



La décision finale concernant ses votes appartient toujours à la direction de SYQUANT Capital. Ces décisions peuvent être prises par les gérants mais toujours en conformité avec la présente politique.

Principes et mise en œuvre de la politique de vote

En intégrant des facteurs de durabilité, la politique de vote de SYQUANT Capital s'aligne sur ses objectifs de préservation et d'amélioration de la valeur des portefeuilles et d'atténuation des risques. Notre politique de vote vise à adopter une approche actionnariale active en participant à la plupart des assemblées d'actionnaires auxquelles nos fonds sont éligibles, quelle que soit la taille de nos participations. SYQUANT Capital estime qu'elle doit communiquer aux entreprises ses attentes en termes de gouvernance d'entreprise et de pratiques environnementales et sociales même lorsque sa participation n'est pas significative.

La Société de Gestion conserve toutefois sa discrétion afin de pouvoir modifier son vote par procuration dans le meilleur intérêt des investisseurs des fonds concernés.

Les équipes de gestion accorderont une attention particulière aux réunions et résolutions concernant les points suivants :

- Changements d'actionnaire majoritaire
- Situations de fusions/acquisitions

¹ Loi Energie-Climat.

- Restructurations (augmentations de capital, demandes d'émission de dette, plans de rachat d'actions, créations ou annulations d'actions privilégiées...)

Elle peut donc décider de s'abstenir de voter lorsque ses dépositaires ou sociétés de vote par procuration ne peuvent pas voter, lorsque les coûts pour le faire sont excessifs, ou lorsque les procédures administratives sont trop lourdes. Plus généralement, elle peut décider de ne pas voter ou de dévier du vote qui lui est recommandé lorsque les coûts de l'opération sont supérieurs à ses avantages. La Société de Gestion veillera à ce que toute exception soit justifiée.

En tant que signataire de la charte des Principes pour l'Investissement Responsable de l'ONU, notre politique de vote vise à satisfaire les principes de cette charte. L'un des objectifs de SYQUANT Capital est donc de soutenir les propositions d'actionnaires qui préconisent un reporting ESG plus étendue et/ou des normes et codes de conduite universels. Pour cette raison, SYQUANT Capital a décidé que ses votes par procuration suivraient par défaut la politique « Sustainability » d'ISS Governance.

La politique « Sustainability » d'ISS Governance prend comme cadre de référence des initiatives internationalement reconnues en matière de développement durable, telles que l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP FI), les Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies (UN PRI), le Pacte mondial des Nations Unies, la Global Reporting Initiative (GRI), les Principes Carbone, les Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Feuille de route ou « Roadmap » de la Coalition for Environmentally Responsible Economies (CERES) pour le développement durable, les Principes de Sullivan, les Principes MacBride et les Directives environnementales et sociales de l'Union européenne. Chacune de ces initiatives favorise un environnement de reporting et de conformité équitable, unifié et productif, qui fait progresser la mise en œuvre par les entreprises d'actions présentant de nouvelles opportunités et atténuant les risques financiers et réputationnels liés à l'ESG.

En ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de rémunération des dirigeants et de structure d'entreprise, les directives de la politique « Sustainability » d'ISS Governance reposent sur un engagement à créer et à préserver de la valeur économique et à faire progresser les principes de bonne gouvernance d'entreprise.

Les directives de vote par procuration de la politique « Sustainability » d'ISS Governance sont disponibles [ici](#). Les directives de vote par procuration de la politique concernant les Etats Unis sont quant à elles disponibles [ici](#).

Le Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI) procède à un contrôle annuel concernant la mise en œuvre de la politique de vote.

Conformément aux articles L533-22 et R533-16 du Code Monétaire et Financier, SYQUANT Capital publie sur son site internet un rapport annuel sur l'exercice de ses droits de vote. Dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice, SYQUANT Capital rend compte des conditions dans lesquelles elle a exercé ses droits de vote dans une annexe au rapport du Comité de Gouvernance. Le rapport sur l'exercice des droits de vote détaille notamment :

- Le nombre de sociétés pour lesquelles SYQUANT Capital a exercé ses droits de vote par rapport au nombre total de sociétés dans lesquelles elle détient des droits de vote,
- Les conflits d'intérêts que SYQUANT Capital a été amenée à traiter dans le cadre de l'exercice des droits de vote attachés aux titres des fonds gérés.

Engagement actionnarial

En tant qu'investisseur responsable, SYQUANT Capital estime qu'un impact positif peut être obtenu à la fois par ses choix d'investissement et par la mise en place d'un dialogue constructif avec les entreprises. Nous sommes conscients de notre devoir de mener des engagements auprès des entreprises sur les problématiques ESG. À cette fin, notre stratégie d'engagement combine une approche individuelle et une démarche collaborative.

Engagement individuel

SYQUANT Capital peut s'engager auprès de sociétés au cas par cas. Étant donné que les différentes stratégies gérées par SYQUANT Capital sont pour la plupart « Event-Driven », les gestionnaires de portefeuille s'engagent régulièrement et individuellement auprès de nombreuses sociétés dans lesquelles les Fonds investissent, que ce soit en organisant des réunions avec la direction d'une société et/ou en participant à des événements ou conférences avec leur équipe de relations investisseurs. Dans la stratégie d'arbitrage de fusions (Merger Arbitrage), par exemple, l'équipe d'investissement s'engage auprès de sociétés pour s'assurer de la qualité et de la fiabilité de leurs pratiques de gouvernance.

Au cours de ces interactions, nos gérants peuvent dialoguer avec la direction de l'entreprise sur de nombreux sujets, y compris ESG lorsque ceux-ci présentent un risque matériel potentiel pour la performance financière de l'entreprise. Nos décisions d'engagement sont principalement basées sur le potentiel qu'a une initiative de maximiser la valeur pour les actionnaires en tant qu'investisseurs à long terme, d'améliorer le comportement des entreprises, ou de réduire leurs impacts négatifs sur la société et l'environnement.

Par le biais d'un dialogue avec la direction des entreprises, nos équipes d'investissement cherchent à mieux comprendre leurs activités et leurs stratégies ESG afin d'identifier les risques et les opportunités qui y sont associés. Cet engagement permet ainsi d'optimiser le profil risque/rendement de nos portefeuilles. Les informations que nos équipes d'investissement obtiennent concernant les potentiels violations de normes par les entreprises ou les mauvais scores E, S, ou G orientent également les décisions de maintien ou de levée des exclusions ESG automatiques.

SYQUANT Capital estime que l'engagement individuel au cas par cas offre une bien meilleure compréhension des entreprises dans lesquelles elle investit ou pourrait investir. Toutefois, nous sommes également conscients que l'engagement individuel ne suffit pas dans la plupart des cas à influencer le comportement à long terme des entreprises. Cela est dû en partie aux stratégies que nous menons, qui ont un horizon temporel relativement court. Afin d'avoir un impact à plus long terme, SYQUANT Capital participe depuis 2022 à des initiatives d'engagement collectif.

Engagement collectif

SYQUANT est conscient que sa capacité à modifier le comportement à long terme des entreprises par le biais d'un engagement individuel peut être faible, notamment en raison des stratégies à court terme qu'elle emploie et de ses participations limitées.

Par conséquent, afin d'optimiser l'impact de ses pratiques d'engagement, SYQUANT participe à des initiatives collaboratives impliquant un grand nombre d'autres gestionnaires d'actifs et d'actionnaires à travers une agence externe. Une telle coopération augmente la possibilité d'établir un dialogue constructif et approfondi avec les sociétés visées sur des questions ESG préétablies et d'influencer au mieux leurs pratiques.

SYQUANT Capital souscrit donc à un service basé sur les normes d'ISS ESG qui couvre les normes internationales concernant :

- Les droits humains
- Le droit du travail
- L'environnement
- La corruption

L'engagement basé sur les normes d'ISS se concentre sur les entreprises que la recherche d'ISS ESG identifie comme étant impliquées dans des manquements potentiels ou vérifiés aux normes internationales. Chaque année, 100 sociétés sont proposées aux participants. Sur une base trimestrielle, ISS ESG sélectionne environ 25 entreprises avec des évaluations "Ambre" ou "Rouge" dans leur schéma de notation pour mener un engagement auprès d'elles au cours du trimestre.

Le schéma de la *Figure 2* résume le processus d'engagement collectif de SYQUANT Capital à travers ISS ESG.

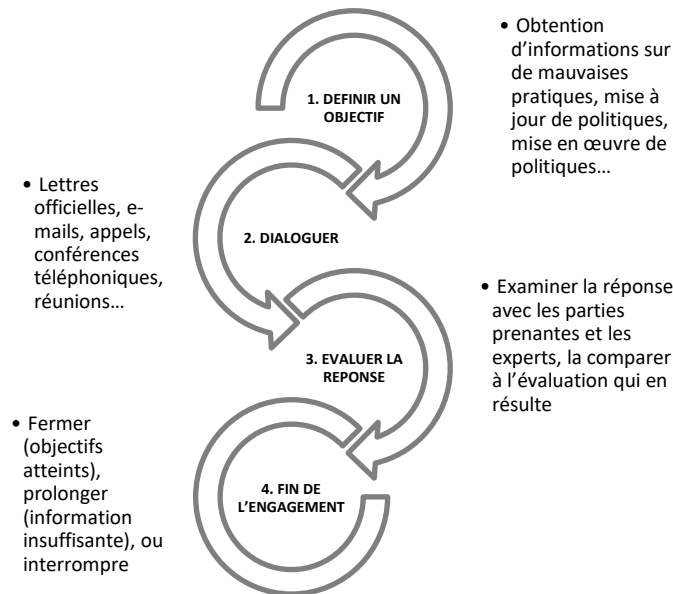


Figure 2. Notre processus d'engagement collectif à travers ISS ESG

Gestion des conflits d'intérêts

SYQUANT Capital s'assure de placer les intérêts de ses clients au-dessus de toute autre considération lors de la mise en œuvre de sa politique de vote. Toutefois, conscients que des conflits d'intérêts peuvent survenir, nous appliquons une politique interne en matière de conflits d'intérêts qui est disponible sur notre site internet : www.syquant-capital.fr. Tous les employés de SYQUANT Capital doivent également adhérer à un code d'éthique et le signer.

Tous les employés de SYQUANT Capital sont tenus de déclarer au Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne (RCCI) toute relation et/ou conflit d'intérêts potentiel avec un émetteur. Les situations donnant lieu à des conflits d'intérêts potentiels sont enregistrées par le RCCI dans un système de cartographie reprenant nos mesures de surveillance dans chaque cas.

En cas de conflit d'intérêts, quelle qu'en soit la nature, l'employé concerné est tenu de le signaler au RCCI.

Reporting

SYQUANT Capital publie un rapport annuel sur l'exercice de ses droits de vote, qui est disponible sur son site internet. Dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice, SYQUANT Capital rend également compte des conditions dans lesquelles elle a exercé ses droits de vote dans une annexe au rapport de gestion du rapport annuel des fonds.

Son rapport sur l'exercice des droits de vote détaille notamment :

- Le nombre de sociétés pour lesquelles SYQUANT Capital a exercé ses droits de vote par rapport au nombre total de sociétés pour lesquelles elle détient des droits de vote,
- Les conflits d'intérêts que SYQUANT Capital a dû régler dans le cadre de l'exercice des droits de vote attachés aux titres des fonds gérés.

Annexe I - Principes de vote par procuration

Les dernières directives internationales de vote par procuration de la *ISS Sustainability Policy* sont disponibles [ici](#), tandis que celles qui concernent spécifiquement les votes aux États-Unis sont disponibles sur le [lien](#) suivant. À titre d'illustration, le tableau ci-dessous résume en anglais certains des principes de vote de la *ISS Sustainability Policy* en date de janvier 2022 :

	International and European Guidelines	US Guidelines
Board independence	<p>Generally vote against the election or re-election of any non-independent directors (excluding the CEO) if:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fewer than 50 percent of the board members elected by shareholders would be independent; or 2. Fewer than one-third of all board members would be independent 	<p>Vote against or withhold from non-independent directors when:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Independent directors comprise 50 percent or less of the board; ▪ The non-independent director serves on the audit, compensation, or nominating committee; ▪ The company lacks an audit, compensation, or nominating committee so that the full board functions as that committee; or ▪ The company lacks a formal nominating committee, even if the board attests that the independent directors fulfil the functions of such a committee.
Board Diversity	<p>Generally vote against or withhold from the chair of the nominating committee if the board lacks at least one woman. For UK constituents of the FTSE 350 (excluding investment trusts) and the board does not comprise at least 33 percent representation of women, in line with the recommendation of the Hampton-Alexander Review, generally vote against or withhold from the incumbent chair of the nominating committee, or other directors on a case-by-case basis.</p> <p>For Japan, if the company has an audit-committee-board structure or a traditional two-tier board structure as opposed to three committees, vote against incumbent representative directors if the board lacks at least one woman.</p>	<p>Generally, vote for requests for reports on a company's efforts to diversify the board, unless:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ The gender and racial minority representation of the company's board is reasonably inclusive in relation to companies of similar size and business; and ▪ The board already reports on its nominating procedures and gender and racial minority initiatives on the board and within the company.
Independent Board Chair	<p>Generally vote against the election or re-election of any non-independent directors (excluding the CEO) if:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Fewer than 50 percent of the board members elected by shareholders – excluding, where relevant, employee shareholder representatives – would be independent; or 2. Fewer than one-third of all board members would be independent. 	<p>Generally, support shareholder proposals that would require the board chair to be independent of management.</p>
Material ESG Failures	<p>Vote against or withhold from directors individually, on a committee, or potentially the entire board due to:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Material failures of governance, stewardship, risk oversight, or fiduciary responsibilities at the company, including failure to adequately manage or mitigate environmental, social and governance (ESG) risks; ▪ A lack of sustainability reporting in the company's public documents and/or website in conjunction with a failure to adequately manage or mitigate ESG risks; ▪ Failure to replace management as appropriate; or ▪ Egregious actions related to the director(s)' service on the boards that raise substantial doubt about his or her ability to effectively oversee management and serve the best interests of shareholders at any company. 	<p>Under extraordinary circumstances, vote against or withhold from directors individually, committee members, or the entire board, due to:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Material failures of governance, stewardship, risk oversight, or fiduciary responsibilities at the company, including failure to adequately guard against or manage ESG risks; ▪ A lack of sustainability reporting in the company's public documents and/or website in conjunction with a failure to adequately manage or mitigate ESG risks; ▪ Failure to replace management as appropriate; or ▪ Egregious actions related to a director's service on other boards that raise substantial doubt about his or her ability to effectively oversee management and serve the best interests of shareholders at any company.

<p>Contested Director Elections</p>	<p>Will vote on a case-by-case basis, determining which directors are considered best suited to add value for shareholders. The analysis will generally be based on, but not limited to, the following major decision factors:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Company performance relative to its peers; ▪ Strategy of the incumbents versus the dissidents; ▪ Independence of directors/nominees; ▪ Experience and skills of board candidates; ▪ Governance profile of the company; ▪ Evidence of management entrenchment; ▪ Responsiveness to shareholders; ▪ Whether a takeover offer has been rebuffed; and ▪ Whether minority or majority representation is being sought. <p>When analysing a contested election of directors, Sustainability will generally focus on two central questions: (1) Have the proponents proved that board change is warranted? And if so, (2) Are the proponent board nominees likely to effect positive change (i.e., maximize long-term shareholder value).</p>	<p>Vote case-by-case on the election of directors in contested elections, considering the following factors:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Long-term financial performance of the company relative to its industry; ▪ Management’s track record; ▪ Background to the contested election; ▪ Nominee qualifications and any compensatory arrangements; ▪ Strategic plan of dissident slate and quality of the critique against management; ▪ Likelihood that the proposed goals and objectives can be achieved (both slates); and ▪ Stock ownership positions.
<p>Discharge of Board and Management</p>	<p>Generally vote for discharge of directors, including members of the management board and/or supervisory board, unless there is reliable information about significant and compelling controversies that the board is not fulfilling its fiduciary duties such as:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ A lack of oversight or actions by board members which invoke shareholder distrust related to malfeasance or poor supervision, such as operating in private or company interest rather than in shareholder interest; ▪ Any legal issues (e.g. civil/criminal) aiming to hold the board responsible for breach of trust in the past or related to currently alleged actions yet to be confirmed (and not only the fiscal year in question), such as price fixing, insider trading, bribery, fraud, and other illegal actions; or ▪ <i>Other material failures of governance or fiduciary responsibilities at the company, including failure to adequately manage or mitigate environmental, social and governance (ESG) risks; or</i> ▪ <i>A lack of sustainability reporting in the company’s public documents and/or website in conjunction with a failure to adequately manage or mitigate environmental, social and governance (ESG) risks.</i> 	<p>This is not a voting item in the U.S.</p>
<p>Increases in Authorised Capital</p>	<p>Vote for non-specific proposals to increase authorized capital up to 100 percent over the current authorization unless the increase would leave the company with less than 30 percent of its new authorization outstanding.</p>	<p>Vote for proposals to increase the number of authorized common shares where the primary purpose of the increase is to issue shares in connection with a transaction on the same ballot that warrants support. Vote against proposals at companies with more than one class of common stock to increase the number of authorized shares of the class of common stock that has superior voting rights.</p> <p>Vote against proposals to increase the number of authorized common shares if a vote for a reverse stock split on the same ballot is warranted despite the fact that the authorized shares would not be reduced proportionally.</p> <p>Vote case-by-case on all other proposals to increase the number of shares of common stock authorized for issuance</p>
<p>Reduction of capital</p>	<p>Vote for proposals to reduce capital for routine accounting purposes unless the terms are unfavourable to shareholders.</p>	<p>Vote for management proposals to reduce the par value of common stock unless the action is being taken to facilitate an anti-takeover device or some other negative corporate governance action.</p>

Capital Structure	Vote for resolutions that seek to maintain or convert to a one-share, one vote capital structure.	Generally vote against proposals to create a new class of common stock unless: - The company discloses a compelling rationale for the dual-class capital structure, such as: - The company's auditor has concluded that there is substantial doubt about the company's ability to continue as a going concern; or - The new class of shares will be transitory; - The new class is intended for financing purposes with minimal or no dilution to current shareholders in both the short term and long term; and - The new class is not designed to preserve or increase the voting power of an insider or significant shareholder.
Debt Issuance Requests	Vote non-convertible debt issuance requests on a case-by-case basis, with or without pre-emptive rights. Vote for the creation/issuance of convertible debt instruments as long as the maximum number of common shares that could be issued upon conversion meets the guidelines on equity issuance requests. Vote for proposals to restructure existing debt arrangements unless the terms of the restructuring would adversely affect the rights of shareholders.	This is not a voting item in the U.S.
Mergers and Acquisitions	Vote case-by-case on mergers and acquisitions.	Vote case-by-case on mergers and acquisitions.
Antitakeover mechanisms	Vote against all antitakeover proposals unless they are structured in such a way that they give shareholders the ultimate decision on any proposal or offer. Following the Florange act of 2016, for French companies listed on a regulated market, generally vote against any general authorities impacting the share capital (i.e. authorities for share repurchase plans and any general share issuances with or without pre-emptive rights) if they can be used for antitakeover purposes without shareholders' prior explicit approval.	Vote case-by-case on proposals to opt in or out of state takeover statutes (including fair price provisions, stakeholder laws, poison pill endorsements, severance pay and labour contract provisions, and anti-greenmail provisions).
Social and Environmental Proposals	Generally, vote in favor of social and environmental proposals that seek to promote good corporate citizenship while enhancing long-term shareholder and stakeholder value.	Issues covered under the policy include a wide range of topics, including consumer and product safety, environment and energy, labour standards and human rights, workplace and board diversity, and corporate political issues. While a variety of factors goes into each analysis, the overall principle guiding all vote recommendations focuses on how the proposal may enhance or protect shareholder value in either the short or long term. Generally, vote case-by-case, examining primarily whether implementation of the proposal is likely to enhance or protect shareholder value.
Climate Change	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vote for shareholder proposals seeking information on the financial, physical, or regulatory risks it faces related to climate change- on its operations and investments, or on how the company identifies, measures, and manage such risks. ▪ Vote for shareholder proposals calling for the reduction of GHG emissions. ▪ Vote for shareholder proposals seeking reports on responses to regulatory and public pressures surrounding climate change, and for disclosure of research that aided in setting company policies around climate change. ▪ Vote for shareholder proposals requesting a report/disclosure of goals on GHG emissions from company operations and/or products 	<p>Vote for shareholder proposals seeking information on the financial, physical, or regulatory risks it faces related to climate change- on its operations and investments, or on how the company identifies, measures, and manage such risks.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vote for shareholder proposals calling for the reduction of GHG emissions. ▪ Vote for shareholder proposals seeking reports on responses to regulatory and public pressures surrounding climate change, and for disclosure of research that aided in setting company policies around climate change. ▪ Vote for shareholder proposals requesting a report/disclosure of goals on GHG emissions from company operations and/or products.